

# L'Expansion

**SE** Économie Etats-Unis  
**HD** 3 questions à FELIX ROHATYN - Conseiller de la banque d'investissement Lehman Brothers, il a été ambassadeur en France sous la présidence de Clinton.; Obama dose ses promesses

**BY** Yves-Michel Riols envoyé spécial aux Etats-Unis  
**WC** 2,943 words  
**PD** 1 September 2008  
**SN** L'Expansion  
**SC** EXPNSN  
**PG** 66-70  
**VOL** 733  
**LA** French  
**CY** (c) Copyright Groupe Express-Expansion All Rights Reserved - L'Expansion

**LP** Combattre la crise sans aggraver les déficits, réduire les inégalités sans heurter le pays profond : le candidat démocrate avance avec prudence et pragmatisme.

Même l'éloquence et l'optimisme de Barack Obama peinent à remonter le moral des Américains. A quelques semaines de l'élection présidentielle du 4 novembre, une anxiété palpable plane sur les Etats-Unis. Il suffit d'allumer la télévision ou d'ouvrir un journal pour en mesurer l'étendue. Les mêmes expressions reviennent en boucle : credit crunch (restriction de crédit), foreclosures (saisies immobilières) ou encore middle class squeeze (étranglement de la classe moyenne)... Et le quotidien USA Today publie chaque jour, en une, le baromètre du prix de l'essence : il a doublé en un an !

**TD** Au début de l'été, avec la faillite de la banque californienne IndyMac, la plus importante depuis vingt-quatre ans, l'inquiétude s'est muée en angoisse. Quelques jours plus tard, on était proche de la panique avec l'effondrement des cours de Fannie Mae et de Freddie Mac, les deux plus grandes institutions américaines de financement de crédit immobilier, qui détiennent près de 50 % des encours de prêts hypothécaires du pays.

Rompant, une fois de plus, avec son dogme libéral, le gouvernement de George Bush a volé au secours de ces deux établissements, en mobilisant, à la hussarde, 25 milliards de dollars. Dans la foulée, le Congrès, réuni en urgence, a donné son feu vert, fin juillet, à un vaste plan de sauvetage de l'immobilier de... 300 milliards de dollars ! Ces interventions de l'Etat ont été tellement rapides et musclées qu'un sénateur républicain s'est demandé s'il ne s'était pas « réveillé en France »...

« L'humeur du pays est très morose », résume William Galston, ancien conseiller économique du président Clinton. Signe de ce malaise, près de Washington, le pasteur d'une église baptiste a récemment invité les fidèles, pendant le culte, à découper leurs cartes de crédit devant l'autel, pour endiguer l'endettement croissant des familles...

A peine rentré de sa tournée triomphale en Europe et au Moyen-Orient, à la fin juillet, Barack Obama a convoqué un sommet sur l'économie avec ses principaux conseillers. L'objectif était de montrer qu'il était en phase avec l'anxiété des électeurs. D'où l'insistance du jeune sénateur de l'Illinois, 47 ans, à parler de la « fracture sociale », depuis le début de sa campagne. Lors d'un meeting dans le Wisconsin, en février, devant les ouvriers d'une usine de General Motors, Barack Obama a abordé un thème qu'il n'a cessé de reprendre ensuite sous différentes formes : « Nous vivons une époque où la disparité des revenus est la plus forte dans ce pays depuis la première année de la Grande Dépression [à la fin des années 20] et où un Américain sur huit vit dans une pauvreté abjecte, ici, en plein coeur de la nation la plus riche au monde. »

Ce message, porté par son charisme et son talent d'orateur, a notamment permis à Barack Obama de rassembler 17 millions de voix et de remporter, début juin, la longue bataille de l'investiture du Parti démocrate face à Hillary Clinton, grande favorite il y a encore quelques mois. Mais la campagne est aujourd'hui entrée dans une autre phase, et Obama doit prouver qu'il est capable de rassembler au-delà de son propre camp. Le pari n'est pas gagné. Si, à la fin de l'été, le candidat démocrate conserve une légère avance sur son rival républicain, John McCain, son avantage est loin d'être décisif.

En portant à la tête de l'Etat le premier président métis des Etats-Unis, l'élection de Barack Obama marquerait une profonde rupture politique. Mais, d'un point de vue économique, son arrivée à la Maison-Blanche se traduirait plus par une inflexion que par une révolution dans la gestion des finances publiques. Le contraste est en effet frappant entre l'aspiration au changement qu'incarne

Barack Obama et la prudence de son programme économique.

Rien dans son parcours, comme avocat militant pour les droits civiques des habitants des ghettos noirs de Chicago ou comme élu à l'assemblée de l'Etat de l'Illinois (1997-2004), puis au Sénat américain, depuis 2004, ne laisse supposer un penchant pour la radicalité. Au contraire, on y décèle plutôt la trace d'un réformisme pragmatique. Cette attitude est à la fois celle de sa génération, moins sensible aux clivages idéologiques, et le reflet de l'itinéraire singulier de Barack Obama. « Il est issu d'une famille multiraciale, a vécu à l'étranger, a été pendant son enfance en Indonésie en contact avec l'islam, une religion peu connue dans son pays. Tous ces facteurs ont contribué à élargir sa curiosité, à l'ouvrir à des influences multiples », souligne Kim Wallace, principal analyste politique de la banque d'investissement Lehman Brothers. Pendant ses études à Harvard, Barack Obama a fréquenté l'école de gauche keynésienne, il a ensuite été confronté à la pensée libérale durant ses années d'enseignement à l'université de Chicago, fief des monétaristes de Milton Friedman. De ces différentes influences, « Obama a gardé l'instinct prudent d'un Jean-Claude Trichet [le président de la Banque centrale européenne], tout en conservant la sensibilité sociale d'un social-démocrate scandinave », remarque Kim Wallace.

« La pensée économique d'Obama est plutôt hybride », relève Jared Bernstein, directeur de l'Economic Policy Institute, un think tank (centre de recherches) de gauche régulièrement consulté par l'équipe démocrate. « Elle exprime le profond respect américain pour l'économie de marché, mais aussi la conscience de ses limites. Son programme se résume à une approche keynésienne assez classique avec, en plus, un saupoudrage de politiques populistes sur le commerce. »

Sur ce terrain, le clivage entre la vision des deux candidats à l'élection présidentielle est très net. John McCain prône moins d'impôts, moins d'Etat et plus de libre-échange. Obama, en revanche, mène ouvertement campagne sur le thème du renforcement du rôle de l'Etat, d'une plus grande redistribution des revenus, et cultive un certain protectionnisme, en dénonçant les dérives de la mondialisation. Une position qu'il résume dans sa formule « fair trade, not free trade » (des échanges équitables, pas le libre-échange), répétée à longueur de meetings.

Il est encore très difficile de chiffrer avec exactitude le coût du programme du candidat démocrate. Par définition, les promesses faites pendant les primaires sont « affinées » au fur et à mesure que s'approche la date du scrutin. Mais en additionnant l'ensemble de ses engagements, on arrive à un résultat plutôt modeste : environ 350 milliards de dollars de dépenses supplémentaires sur dix ans. C'est tout sauf un changement de cap radical. D'après les calculs du Tax Policy Center de Washington, les dépenses publiques de l'Etat fédéral n'augmenteraient ainsi que de 0,3 % par an, pour atteindre 18,03 % du PIB. Si l'on ajoute à cela le fonctionnement très décentralisé des 50 Etats américains, on arrive à un poids total de la dépense publique de l'ordre de 35 % du PIB. C'est un niveau nettement inférieur à celui de tous les grands pays européens, y compris les plus libéraux.

En matière budgétaire, Barack Obama peut donc difficilement être taxé de démagogie. Il reste en cela cohérent avec la règle d'or qu'il s'est fixée : toute dépense supplémentaire de l'Etat dans un secteur sera accompagnée d'une réduction équivalente dans un autre. « Barack Obama est beaucoup plus centriste qu'on ne le croit », souligne John Talbott, un ancien banquier d'affaires chez Goldman Sachs qui vient de publier « Obamanomics », une étude très remarquée sur l'agenda économique du sénateur de l'Illinois. « Il ne prône pas une augmentation massive du rôle de l'Etat. Ce n'est d'ailleurs pas ce que demandent les Américains. Ils ne veulent pas plus d'Etat, mais des services plus efficaces et une gestion plus transparente des deniers publics. »

C'est là une des difficultés auxquelles Obama est confronté dans sa campagne, car il doit jouer sur plusieurs tableaux. Alors que de nombreux Américains se sentent de plus en plus fragilisés par la crise immobilière et les oscillations de Wall Street, la demande de protection se fait de plus en plus pressante. Pourtant, « même si la pensée conservatrice de George Bush est largement discréditée, il n'y a pas pour autant un fort appétit de l'opinion pour une plus grande intervention publique », note William Galston.

Dans ce contexte, la vision économique de Barack Obama peut se résumer à un optimisme réaliste. « Son approche est totalement pragmatique, estime **Georges Ugeux**, ancien vice-président de la Bourse de New York (Nyse) et actuel PDG de la banque d'affaires Galileo Global Advisors. Elle ne se réfère pas à un modèle, mais à un constat, celui de l'appauvrissement de la classe moyenne, qui est l'épine dorsale du rêve américain. »

Les années Bush (2001-2008) se sont en effet accompagnées d'un spectaculaire creusement des inégalités. Celles-ci n'ont même jamais été aussi importantes depuis la fin des années 20, selon le dernier rapport, publié en juillet, de l'Internal Revenue Service, l'équivalent de la Direction générale des impôts. Il précise en effet que 1 % des Américains les plus riches détiennent désormais 22 % des revenus !

Ce n'est donc pas étonnant si Barack Obama a mis la « défense des classes moyennes » au cœur

de sa campagne. Ses deux engagements les plus onéreux, la réforme de la fiscalité (environ 80 milliards de dollars par an) et celle du système de santé (environ 70 milliards de dollars par an) concernent de plein fouet ce groupe social. Mais, là encore, sa conduite est inspirée par la prudence.

Sur le sujet ultrasensible des impôts, Barack Obama, tout comme John McCain, s'engage à poursuivre les réductions instaurées par George Bush, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, pour doper la consommation intérieure. En revanche, à la différence du candidat républicain, Obama souhaite les abolir pour les contribuables les plus riches. Quand il dit vouloir seulement relever l'impôt des ménages gagnant plus de 250 000 dollars (158 000 euros) par foyer, il ratisse très large et exclut plus de 90 % des Américains, dont les revenus annuels sont inférieurs à ce montant. Pour ceux-là, il veut instaurer un nouveau crédit d'impôt de 1 000 dollars par famille.

Pour les plus fortunés, le candidat démocrate s'engage à ramener les deux taux marginaux d'imposition les plus élevés à leurs niveaux d'avant 2001, c'est-à-dire ceux de l'époque de la présidence de Bill Clinton : de 35 à 39,6 % et de 33 à 36 %. Et à relever la taxation des plus-values et des dividendes à un seuil encore non précisé, mais qui devrait se situer entre 20 et 30 %. Selon le Tax Policy Center, avec le programme fiscal d'Obama, 81 % des ménages américains paieraient moins d'impôts et 11 %, davantage.

Mais le véritable test pour une présidence Obama sera sa réforme du système de santé. Avec l'envolée des cotisations des assurances privées, qui couvrent plus de la moitié de la population, c'est une des préoccupations majeures des classes moyennes. Hillary Clinton s'était cassé les dents sur ce dossier en 1993, en voulant instaurer une couverture universelle obligatoire. Un problème capital dans un pays où 47 millions de personnes (16 % de la population) ne bénéficient d'aucune assurance-maladie.

Quinze ans plus tard, Barack Obama reprend le flambeau, mais avec une approche, là encore, plus circonspecte. Il ne s'engage à rendre la couverture obligatoire que pour les enfants, ce qui permettrait tout de même d'assurer les 9 millions de jeunes qui ne bénéficient pas de protection sociale. Pour les adultes, il souhaite une extension à tous du plan d'assurance déjà proposé aux fonctionnaires fédéraux. Celui-ci offre un choix d'options d'assurances privées, subventionnées par un crédit d'impôt, et sera rendu accessible aux entreprises dans le cadre du plan de groupe offert à leurs employés. « D'un point de vue américain, ce serait déjà un grand changement, mais on est loin d'un programme social-démocrate à la suédoise », estime Alan Viard, économiste à l'American Enterprise Institute, un think tank conservateur. Il n'empêche, l'enjeu est énorme. « Si Obama parvient à réformer le système de santé, il entrera dans l'histoire comme le président qui aura réussi à désamorcer la plus grosse bombe économique à retardement du pays », assure Jared Bernstein.

Le système de santé américain est en effet l'un des plus onéreux au monde. Les subventions à Medicare (pour les personnes âgées) et à Medicaid (pour les pauvres) absorbent déjà près d'un quart du budget fédéral. Avec le vieillissement de la population, leurs coûts vont exploser. Et les prochains gouvernements seront alors forcés de réduire d'autres postes budgétaires, d'augmenter les impôts ou de gonfler les déficits.

Les autres grands chantiers d'Obama relèvent davantage d'une politique de relance classique : stimuler les grands travaux, avec la création d'une banque nationale pour le financement des infrastructures (60 milliards de dollars sur dix ans), promouvoir les énergies alternatives (150 milliards de dollars sur dix ans) pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de 80 % à l'horizon 2050, et investir dans l'éducation (10 milliards de dollars par an), pour favoriser les bourses étudiantes et l'accès aux crèches. On trouve aussi des engagements sociaux qui le distinguent nettement du candidat républicain : augmenter le salaire minimum, instaurer un congé maladie obligatoire, lutter contre les discriminations syndicales, etc.

Si Barack Obama parvient à convaincre les Américains de lui faire confiance, sa marge de manoeuvre dépendra cependant de la majorité dont il disposera au Congrès. Mais le vainqueur de l'élection de novembre, quel qu'il soit, sera surtout confronté « au pire passage de témoin en une génération », s'inquiète John Talbott. Lorsque le quarante-quatrième président des Etats-Unis prendra ses fonctions à la Maison-Blanche, le 20 janvier 2009, il trouvera une situation très dégradée. Alors que George Bush avait hérité un budget excédentaire de Bill Clinton, il laissera à son successeur des finances en piteux état : explosion de la dette publique (72 % du PIB), déficit budgétaire record, chômage et inflation à la hausse, pays au bord de la récession. Bon courage si vous l'emportez, Mr Obama !

Les grandes lignes de son programme économique

- Soutenir la classe moyenne avec un crédit d'impôt de 1 000 dollars par famille
- Taxer les foyers qui gagnent plus de 250 000 dollars par an

- Rendre une couverture santé accessible à tous
- Stimuler de grands travaux d'infrastructures
- Augmenter le salaire minimum et créer un congé maladie
- Favoriser l'accès aux crèches et développer les bourses étudiantes

Des « Chicago boys » pour conseillers

La première annonce de Barack Obama au lendemain de sa victoire sur Hillary Clinton dans les primaires du Parti démocrate, en juin, a été pour désigner son principal conseiller économique, Jason Furman. En choisissant ce brillant économiste trentenaire, connu pour ses positions modérées, Barack Obama a clairement voulu rassurer les marchés, troublés à la fois par ses critiques du monde patronal et ses réserves vis-à-vis du libre-échange. En revanche, la gauche du Parti démocrate a été horrifiée par la promotion de ce défenseur du modèle Wal-Mart, le géant de la grande distribution, bête noire du monde syndical. Elle a aussitôt dénoncé la mainmise des « Chicago boys », partisans d'un modèle très libéral, sur l'équipe économique du candidat.

Austan Goolsbee, spécialiste de la fiscalité à l'université de Chicago, berceau de l'école monétariste de Milton Friedman, est l'autre éminence grise trentenaire de ce cénacle. Cette jeune garde est également épaulée par plusieurs poids lourds de l'équipe des années 90 du président Bill Clinton, dont Robert Rubin, son secrétaire au Trésor et ancien patron de Goldman Sachs, et Robert Reich, qui dirigea le ministère du Travail.

Une économie déprimée

« Il s'inscrit dans la lignée de Roosevelt »

Comment qualifier la politique économique de Barack Obama ?

Ses priorités sont très différentes de celles du candidat républicain, John McCain, car il prône une redistribution plus équitable des richesses et une plus forte régulation des marchés, dont les dysfonctionnements ont plongé les Etats-Unis dans une profonde crise. Il le démontre aussi quand il défend la nécessité de services publics performants et quand il reconnaît l'urgence de s'attaquer aux causes du réchauffement climatique.

Quel est son grand projet ?

Contrairement aux républicains, Barack Obama n'est pas hostile à une forte intervention de l'Etat quand cela sert à doper la croissance. Son projet de banque nationale pour le financement de grands chantiers d'infrastructures, qui pourrait stimuler la création de plusieurs millions d'emplois, est dans la droite ligne des grands travaux initiés par le président Franklin Roosevelt, dans les années 30.

Quel sera son plus grand obstacle s'il est élu ?

Barack Obama va se heurter à beaucoup de résistances quand il demandera plus de régulation. Même si la crise immobilière a discrédité Wall Street et ébranlé la confiance des Américains dans le marché, l'opinion reste sceptique face aux interventions de l'Etat, et ce malgré l'état pitoyable de la plupart des écoles publiques ou des infrastructures routières.